

## Genre et corruption

*Pour essayer de comprendre le lien entre la corruption et le genre, il faut se poser deux questions : dans quels domaines la corruption existe-t-elle et quels en sont les effets ? Y a-t-il des raisons liées au fait que ce soient des hommes ou des femmes qui pratiquent la corruption ? Le but est de trouver des clés pour identifier des mesures de lutte et de prévention de la corruption incluant la dimension genre.*

- **Effets différents de la corruption sur les hommes et sur les femmes**

L'accès et le contrôle des ressources comme la terre, la formation ou les crédits restent souvent imperméables aux femmes dans bien des pays. La raison principale en est leur rôle de procréatrices, incluant notamment les tâches domestiques, d'éducation et de soins à la famille. Elles trouvent difficilement un travail rémunéré dans le secteur formel, à cela s'ajoute des discriminations salariales importantes. On parle dans le monde entier d'une « féminisation de la pauvreté ». Les femmes sont dépendantes de bien des façons du revenu de l'homme et sont de ce fait très vulnérables. Les femmes disposent d'une faible sécurité sociale et sont de plus en plus touchées par la violence domestique – physique et sexuelle. Leur participation aux processus de décision dans la société reste, en général, réduite. Cela est lié avant tout à un accès insuffisant à la formation et à l'information. Les femmes sont particulièrement sous-représentées dans les comités de décision élus démocratiquement et parmi les forces dirigeantes, ainsi que dans les postes à haute qualification dans les administrations.

Lorsque la corruption croît, les indicateurs macroéconomiques se dégradent, avant tout le revenu par habitant. Les couches pauvres de la population, en particulier les femmes, sont les plus touchées. La corruption au plus haut niveau détourne les fonds publics attribués aux secteurs sociaux, avant tout la formation et la santé, et diminue la quantité et la qualité des prestations publiques. Quant à la petite corruption – pour l'établissement de papiers, pour les enseignants non payés, les policiers – c'est avant tout les pauvres et les petit-e-s entrepreneur-e-s qui sont les plus touché-e-s. Lorsqu'il faut payer pour avoir accès aux droits et à des postes politiques, et que cela s'accompagne d'une interdépendance étroite des élites, les structures injustes deviennent inamovibles et les pauvres en sont exclus.

**Les femmes sont spécialement concernées par la corruption dans les domaines suivants :**

- La **santé et l'éducation** : en raison de leurs rôles et des devoirs qui s'y rattachent, de leur plus grande dépendance vis-à-vis des prestations sociales fournies par l'Etat (p.ex. on investit plutôt les maigres ressources disponibles dans l'éducation des membres masculins de la famille ; l'accumulation de coûts liés à la corruption pour la gestion et le contrôle de puits).
- Le **droit et la justice** : les femmes sont d'autant plus concernées lorsqu'elles ont été victimes de violence (accès défavorisé aux ressources tels que les bakchichs et difficultés d'accès aux procédures d'appel, aucun réseau ou « clan » ; procédures complexes discriminatoires) ; discrimination en matière de droit civil, p.ex. à travers un droit coutumier traditionnel discriminatoire envers les femmes, avant tout en cas de divorce et de succession ; aucune séparation des pouvoirs, aucune transparence, grande pression sociale. Corruption politique dans les instances législatives ou exécutives lorsque des intérêts financiers sont la clé du pouvoir, p. ex. dans la traite des femmes.

- « **Corruption sexuelle** » : les employeurs masculins, p.ex. dans les pays subsahariens, contraignent souvent les femmes à des actes sexuels (pour des questions de salaire, d'embauche, de licenciement, de carrière). Cela peut être considéré comme de la corruption, car les supérieurs hiérarchiques ne respectent pas leurs devoirs et abusent de leur position (« cultures administratives » sexuellement corrompues ; ailleurs, les femmes servent de « monnaie » sexuelle pour couvrir les frais de scolarité ).
- Exemple de corruption et de traite des femmes : corruption de fonctionnaires et corruption politique (p.ex. pour se procurer ou établir des autorisations de travail et de séjour, ou pour empêcher la création de lois et leur application).

### • **Causes de corruption liées au genre**

Des études actuelles montrent que la corruption est significativement moindre dans les pays où les femmes sont davantage représentées dans les parlements et dans l'administration publique, ainsi que dans les secteurs où elles travaillent en plus grand nombre. D'autres études attribuent aux femmes une plus petite tendance à la corruption qu'aux hommes. Encore, les femmes seraient moins portées à la corruption que les hommes. Au Rwanda, par exemple, la majorité au parlement est dorénavant tenue par les femmes et presque la moitié des entreprises est en main féminine. Les femmes participent aux processus de décision de manière significative. Selon un rapport de l'ONU, la corruption décroît rapidement et cela est mis en relation directe avec la participation élevée des femmes.

Cependant, certains résultats de la recherche sont contestés, car il est difficile d'établir un rapport direct entre l'identité de genre et la corruption. Il n'est donc pas assuré qu'un pourcentage plus élevé de femmes soit une garantie anti-corruption.

La question est donc de savoir quels sont finalement les obstacles et les opportunités liées au genre en ce qui concerne la corruption. Pour chaque situation, il est impératif de faire une recherche sérieuse.

Nous pouvons distinguer trois niveaux d'analyse:

- Niveau macro : rapport entre le niveau de corruption à l'échelon national et la représentation des femmes dans le secteur publique et privé.
- Niveau méso : rapport entre le niveau de corruption dans les entreprises publiques et privées et taux de femmes employées.
- Niveau micro : différences possibles liées à chaque genre suivant les dispositions d'esprit individuelles face à la corruption.

### • **Lutte contre la corruption et la question genre**

L'accès équitable des hommes et des femmes aux ressources et aux positions de pouvoir, qui peuvent de leur côté être mal utilisées et servir à des fins de corruption, est décisif pour comprendre l'imbrication de ces deux composantes. Dans les processus où la corruption est la règle, il règne une grande inertie et ceci d'autant plus lorsque les femmes y sont en minorité. C'est le système entier qui est atteint. Nous pouvons tenter d'obtenir des effets durables par une augmentation substantielle de la participation des femmes. L'« empowerment » politique des femmes constitue une part essentielle de la lutte structurelle contre la pauvreté, alliant la bonne gouvernance, la transparence et le devoir démocratique de rendre des comptes. Les stratégies anti-corruption qui intègrent les intérêts stratégiques de genre vont dans la même direction. Cela comprend une

participation économique et politique substantielle des femmes à tous les niveaux (débutant par des réglementations de quotas comme au Rwanda). Mais si le pouvoir corrompt, l'empowerment peut aussi signifier « empowerment vers la corruption » : raison pour laquelle la lutte contre la corruption doit s'adresser, par définition – contrôle et limitation du pouvoir – tant aux hommes qu'aux femmes.

### **La lutte contre la corruption et la question genre : quelques clés pour agir**

- La promotion des droits des femmes : suppression des discriminations à différents niveaux : dans le droit civil, dans le droit coutumier, au niveau institutionnel... et dans les services administratifs et le service public.
- Introduction de codes de conduite genre et anti-corruption, une approche renforçant la diversité et la bonne gouvernance dans l'entreprise.
- la planification participative des budgets intégrant la question genre et l'analyse budgétaire renforcent la capacité de rendre des comptes, la transparence, et réduisent la corruption (p.ex. les budgets participatifs dans certaines villes brésiliennes et les budgets-genre en Afrique du Sud).
- l'approche intégrée genre et anti-corruption dans les systèmes d'éducation, de santé et dans d'autres secteurs sociaux.
- la lutte et la prévention de la corruption en lien avec la traite des femmes : entre autre une protection complète des témoins et des victimes, la lutte contre le blanchiment d'argent, un renforcement de l'indépendance et de l'intégrité du droit et de la justice, etc.

D'autres instruments de **diagnostic** et de **transformation des mentalités** doivent aussi être mis en place et les organisations de la société civile doivent être intégrées et soutenues dans leur combat contre la corruption et la discrimination entre les sexes.